

SÉNÉGAL
JUILLET 2021



Rapport De L'indice Des Efforts Pour Le Dividende Démographique (IEDD)



Table des matières

• Auteurs et contributeurs	2
• Contexte	3
• Le statut de la transition démographique du Sénégal : accélérer le progrès	5
• Résultats clés de l'Indice des efforts pour le DD.....	6
• Leviers clés des efforts pour le DD	7
• Résultats de l'IEDD dans dans chaque secteur	7
• Scores des efforts de planification familiale (PF)	8
• Leviers clés des efforts de planification familiale.....	8
• Scores des efforts de santé maternelle et infantile (SMI)...	9
• Leviers clés des efforts de santé maternelle et infantile.....	9
• Scores des efforts d'autonomisation des femmes (AF)	10
• Leviers clés des efforts d'autonomisation des femmes.....	10
• Scores des efforts de l'éducation (ED).....	11
• Leviers clés des efforts de l'éducation.....	11
• Scores des efforts du marché du travail (MT).....	12
• Leviers clés des efforts du marché du travail	12
• Scores des efforts de gouvernance et des institutions	13
• Leviers clés des efforts de gouvernance et des institutions	13
• Références.....	14

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les membres de la Communauté de pratique (CDP) et les experts locaux pour leurs apports et leur contribution à l'élaboration du tableau de bord du dividende démographique et de l'indice d'effort du dividende démographique. Philip Anglewicz, PhD (Ecole de Santé Publique Bloomberg de l'Université de Johns Hopkins) pour ses commentaires sur les instruments d'enquête, Ian Salas, PhD (Ecole de Santé Publique Bloomberg de l'Université de Johns Hopkins) et QingfengLi, PhD (Ecole de Santé Publique Bloomberg de l'Université de Johns Hopkins) pour leur contribution à la conceptualisation de l'indice d'effort du dividende démographique, et Mervyn Christian, MPH (J Ecole de Santé Publique Bloomberg de l'Université de Johns Hopkins) pour ses commentaires sur les recommandations politiques et la présentation générale du rapport.

Conception graphique : Carolina Salmeron, MPH, Erni Peterson

Auteur correspondant : Dr. Jean Christophe Rusatira, jcrusatira@jhu.edu

Auteurs et contributeurs

Institut Bill & Melinda Gates pour la Population et la Santé de la reproduction - Ecole de Santé Publique Bloomberg de l'Université de Johns Hopkins.

- **Jean Christophe Rusatira, MD, MPH**
Program Officer II — Demographic Dividend Technical Lead
- **Carolina Cardona, MHS**, PhD Candidate
- **Michelle Martinez, MSPH**, PhD Student
- **Carolina Salmeron, MPH**, Program officer
- **Jose G. Rimón, MA, PgDip**, Director
- **Saifuddin Ahmed, MBBS, PhD**, Professor

Centre Régional de Recherche en Economie Générationnelle (CREG)

- **Pr Latif Dramani**, CREG Coordinator, Lead
- **Edem Akpo**, Data Analyst and Social protection Specialist
- **Marthe Edmée Ndoye**, Gender Specialist
- **Sam Agbahoungba, PhD**, Labor Market Specialist
- **Mamaye Thiongane, PhD** Health Economist
- **Oumy Laye**, Data Analyst & Gender Specialist
- **Pierre Aloysius Ndiaye**, PhD Candidate
- **Ndeye Daba Fall**, PhD Candidate
- **Malick Ndiaye**, PhD Candidate
- **Boubacar Diallo**, PhD candidate
- **Sabin Nendobe Dobah**, Gender Analyst, Ph.D. Student



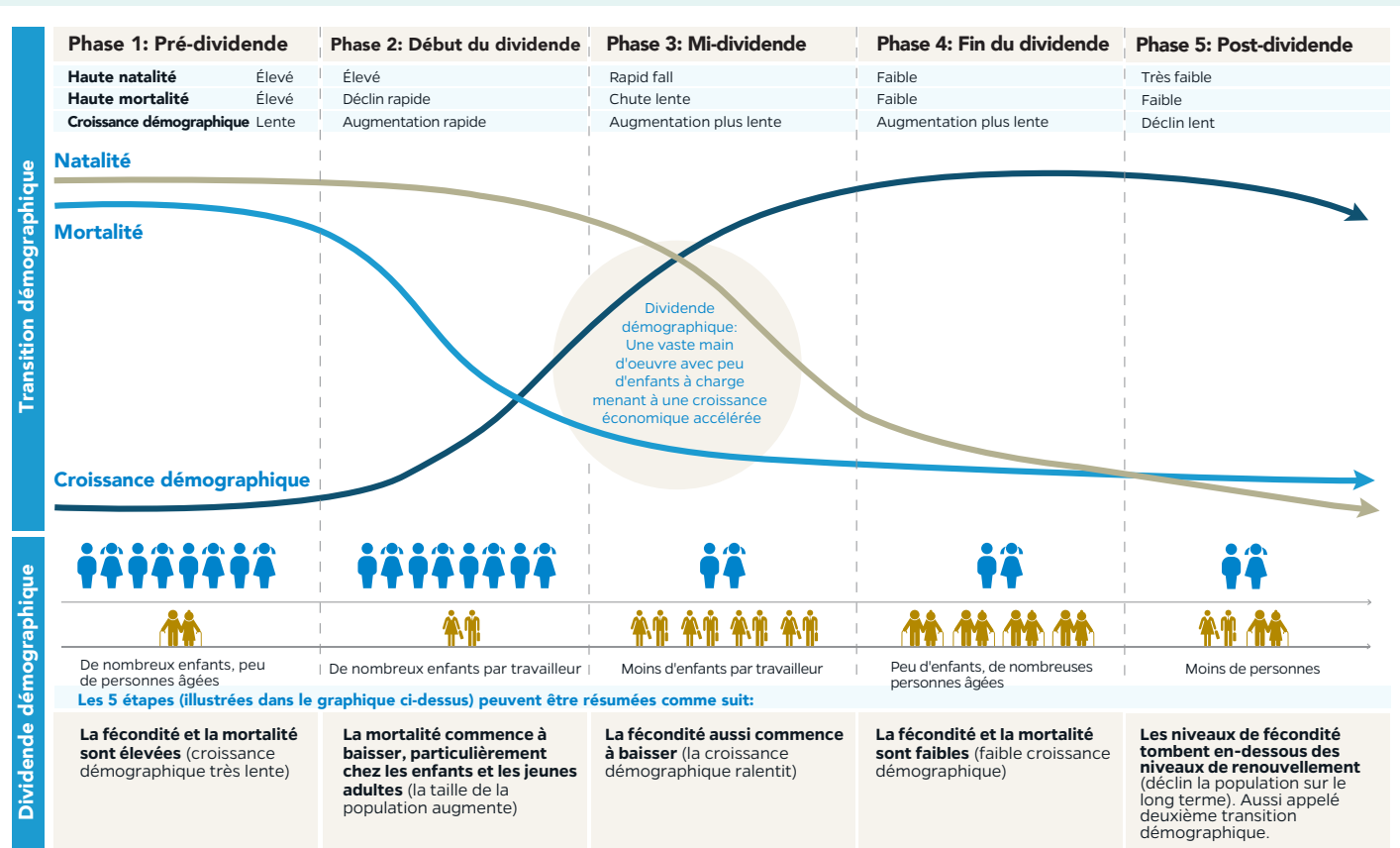
Contexte

Un dividende démographique (DD) offre aux pays l'opportunité d'accélérer leur croissance économique, tout en se développant durablement et en permettant le changement social. Il est le fruit de changements dans la structure des âges de la population, résultat d'un déclin à la fois de la mortalité infantile et de la fécondité à la troisième phase de la transition démographique¹. Pour exploiter pleinement les bénéfices produits par un DD, les pays requièrent d'investissements ciblés dans le capital humain, social et physique². La majorité des pays d'Afrique subsaharienne en sont à la première, deuxième ou troisième phase de leur transition démographique, ce qui les place dans la catégorie des pays pré-dividende ou au début du dividende démographique (Graphique 1)³.

La recherche montre que les pays doivent aborder le DD comme un système interrelié dans lequel de nombreux secteurs doivent travailler ensemble pour créer un environnement politique favorable³. L'indice des efforts pour le dividende démographique (IEDD) répond à un besoin de mesure standard pour quantifier

la portée des efforts nationaux multisectoriels dans les politiques et programmes mis en œuvre afin de cultiver, réaliser et tirer profit des bénéfices du DD. Des informations ont été collectées auprès d'experts de six secteurs identifiés comme faisant partie intégrante de la création d'un environnement favorable au DD, à savoir la planification familiale (PF), la santé maternelle et infantile (SMI), l'éducation (ED), l'autonomisation des femmes (AF), le marché du travail (MT), et la gouvernance et les institutions économiques (GIE). L'IEDD utilise une échelle de Likert pour mesurer les efforts de 1 à 10, où 1 représente un effort non existant ou faible, et 10 un effort très solide. Le Graphique 2 intitulé « Le cadre du DD et la roue de la prospérité » illustre les domaines d'intervention propres à chaque secteur qui ont informé les questionnaires de l'enquête IEDD. Chaque questionnaire sectoriel est divisé en 5 dimensions : l'élaboration de politiques, les services et programmes, le plaidoyer, la recherche, et la société civile, sélectionnées sur la base d'un examen de la littérature sur le sujet, démontrant leur position d'influence dans une société, et leur potentiel comme catalyseur d'un environnement favorable au DD.

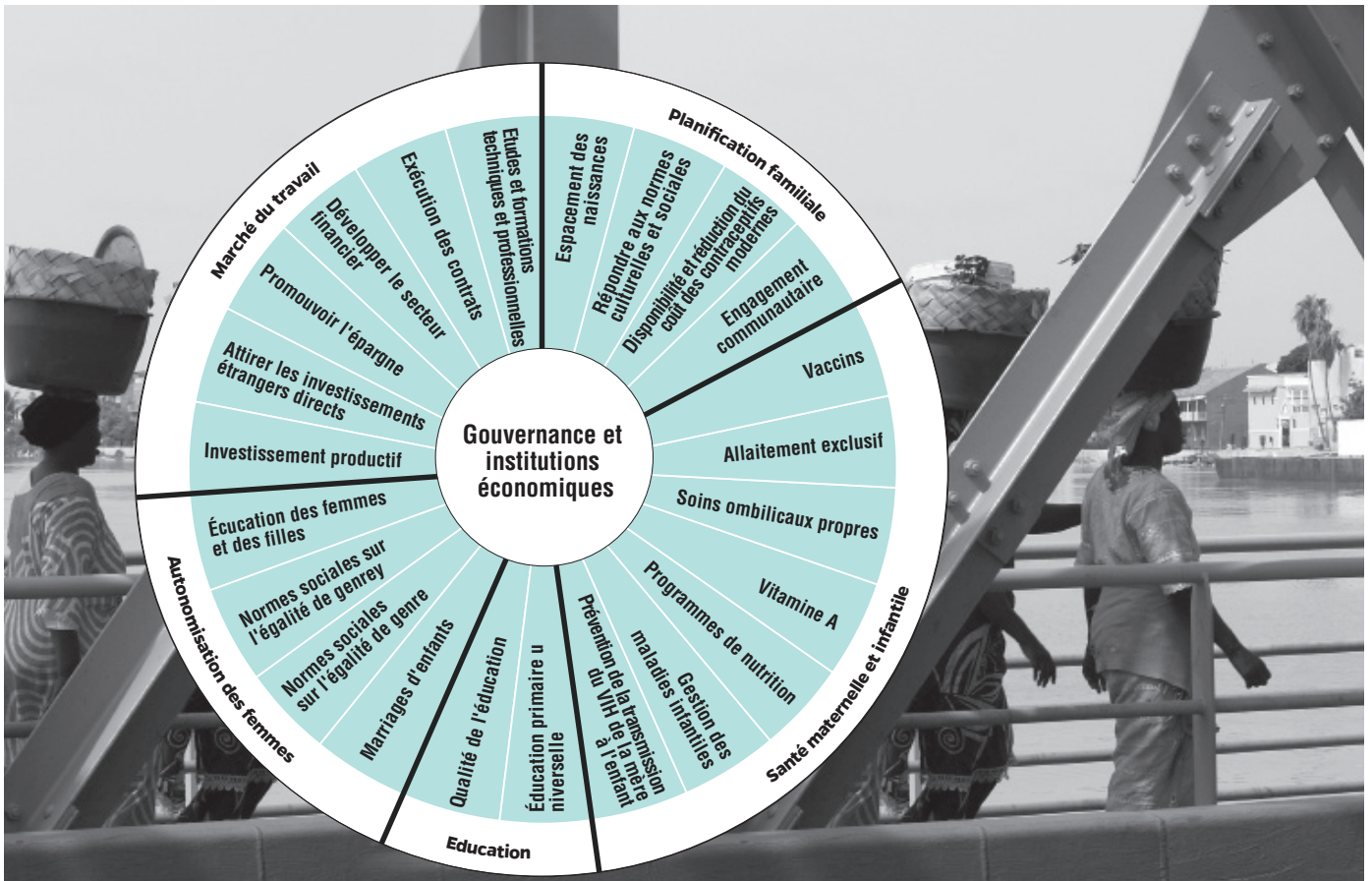
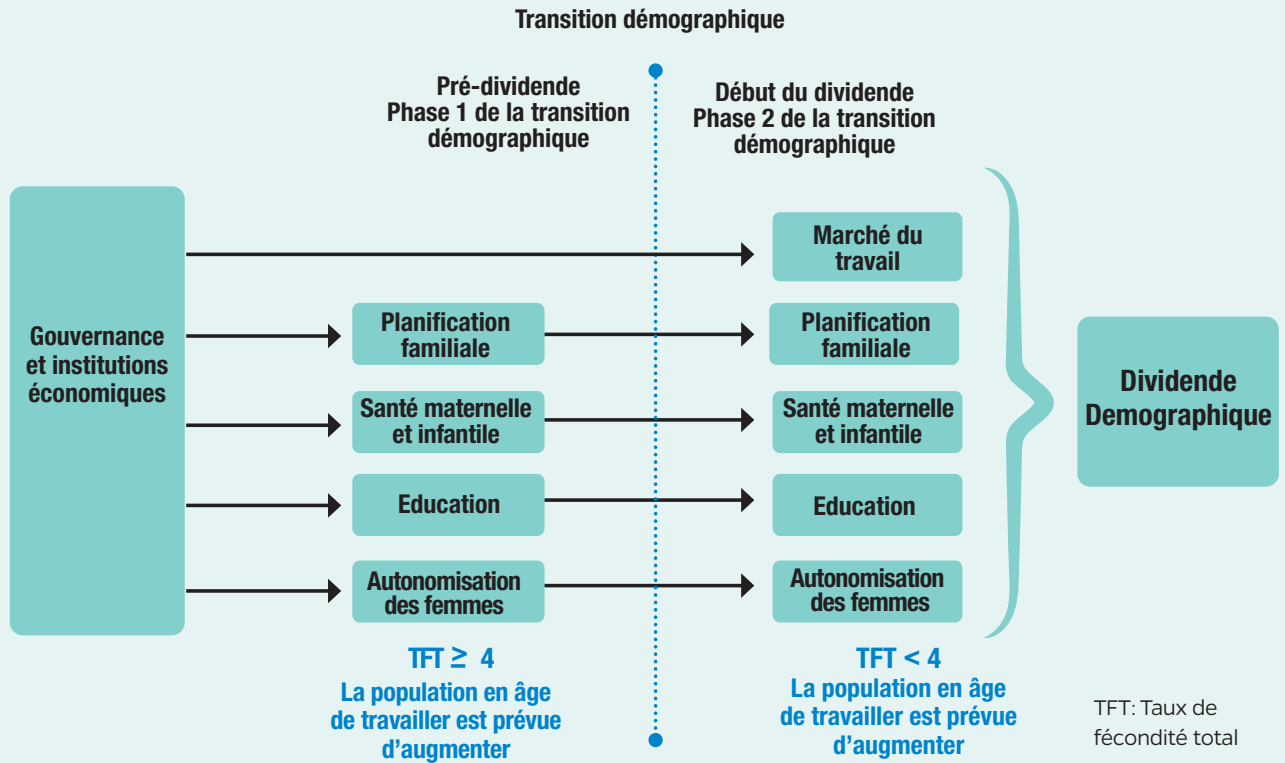
Graphique 1. Transition démographique et dividende démographique



¹UNICEF Division of Data, Research and Policy, 2014. Generation 2030 Africa.

Source : UNICEF. " MENA Generation 2030 : Investir dans les enfants et les jeunes d'aujourd'hui pour garantir une région prospère demain ", 2019.

Graphique 2. Cadre du dividende démographique et roue de la prospérité résumant les programmes et interventions propres à chaque secteur avec un potentiel de fort impact.



Le statut de la transition démographique du Sénégal : accélérer le progrès

À la mi-2020, le Sénégal comptait 16,7 millions⁴ d'habitants, un taux de croissance démographique annuel de 2,75%⁵, et 43% de la population du Sénégal avait moins de 15 ans⁶. L'indice synthétique de fécondité, ou le nombre moyen d'enfants par femme au cours de sa vie, a chuté de 6,0 enfants en 1992 à 4,4 enfants par femme en 2018⁷. Le Sénégal est en passe un pays dont la structure des âges de la population lui permettrait de réaliser un dividende démographique.

La très large base de la pyramide des âges du Sénégal en 2020 (Graphique 3) représente un grand nombre d'enfants par rapport à la population en âge d'intégrer la vie active. Cependant, en comparaison aux décennies précédentes, la base commence à être plus étroite aux âges les plus jeunes, et à s'élargir aux âges plus avancés, représentant un déclin de la fécondité et un changement démographique général vers des âges plus avancés.

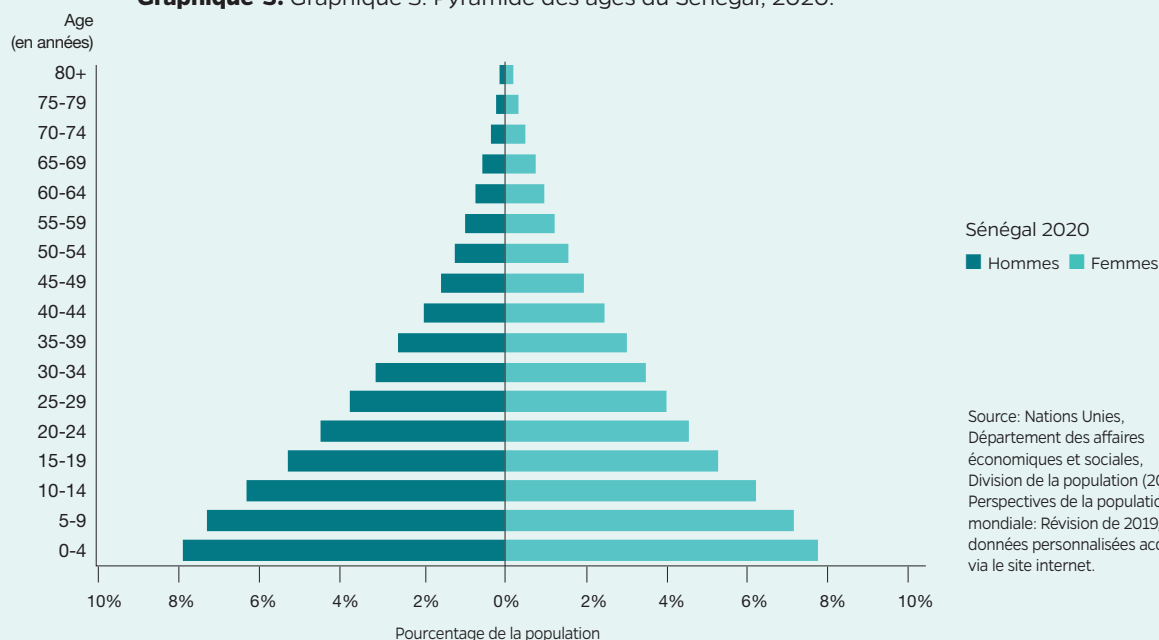
Les projections des Nations Unies, basées sur le postulat d'un déclin modéré continu de la fécondité, démontrent que d'ici 2025/30, la fécondité tombera à 4,0 enfants par femme en moyenne⁸. Les projections à l'horizon 2045/50 montrent que la fécondité continuera de baisser jusqu'à 3,3 enfants par femme⁹. Autant dans le scénario 2030 que 2050, le Sénégal aurait une population en âge de travailler proportionnellement plus grande que le nombre d'enfants et de personnes âgées à charge, créant là une opportunité de croissance socio-économique accélérée.

En tant que pays pré-dividende, les tendances indiquent que le Sénégal a enregistré des avancées substantielles dans un domaine clé pour réaliser un dividende démographique : la prévalence

de l'utilisation contraceptive³. L'utilisation de la contraception a augmenté chez les femmes mariées de 12,9% en 1997¹⁰ à 27,1% en 2018¹¹. De manière plus importante, il convient de prendre en compte la demande de contraceptifs satisfaite. Au Sénégal en 1997¹², 16,9% de la demande de contraceptifs était satisfaite par des méthodes modernes ; ce chiffre était passé à 53,3% en 2018¹³. De plus, on observe une évolution des tendances de la taille désirée des familles au cours des dernières décennies qui ont probablement eu un impact sur la fécondité et la taille de la population. Le taux de fécondité désirée chez les femmes était de 4,6 enfants en 1997¹⁴, et a légèrement baissé depuis pour atteindre 4,0 enfants par femme en 2018¹⁵. En conséquence de ces tendances observées, comme nous pouvons le voir dans la pyramide des âges, la fécondité baisse légèrement et la structure des âges du Sénégal commence à changer.

Pour assurer un environnement favorable à l'avènement d'un DD, le Sénégal devra continuer de renforcer ses efforts en soutenant la santé reproductive et la planification familiale pour que les niveaux de fécondité puissent continuer de baisser et pour permettre aux femmes, aux enfants et à la population dans son ensemble d'atteindre de meilleurs niveaux de santé. De plus, avec la stimulation des investissements dans la santé, l'éducation et l'économie pour faciliter le développement du capital humain et la productivité du marché du travail, le Sénégal pourrait être à même de progresser vers un DD. Enfin, la combinaison des secteurs de la PF, SMI, ED, AF, GIE et MT est essentielle pour réaliser un DD et établir les bases du succès.

Graphique 3. Graphique 3. Pyramide des âges du Sénégal, 2020.





Résultats clés de l'Indice des efforts pour le DD

Approche et résultats

L'Institut Gates a travaillé en partenariat avec le Centre d'Excellence Régional en Economie Générationnelle au Sénégal pour identifier les experts travaillant dans les secteurs de la PF, SMI, ED, AF, GIE et MT à travers cinq dimensions : l'élaboration de politiques, les services et programmes, le plaidoyer, la recherche et la société civile. Ceci a donné lieu à **81** enquêtes complètes au total pour six secteurs : PF (7), SMI (16), ED (11), AF (17), MT (12) et GIE (18).

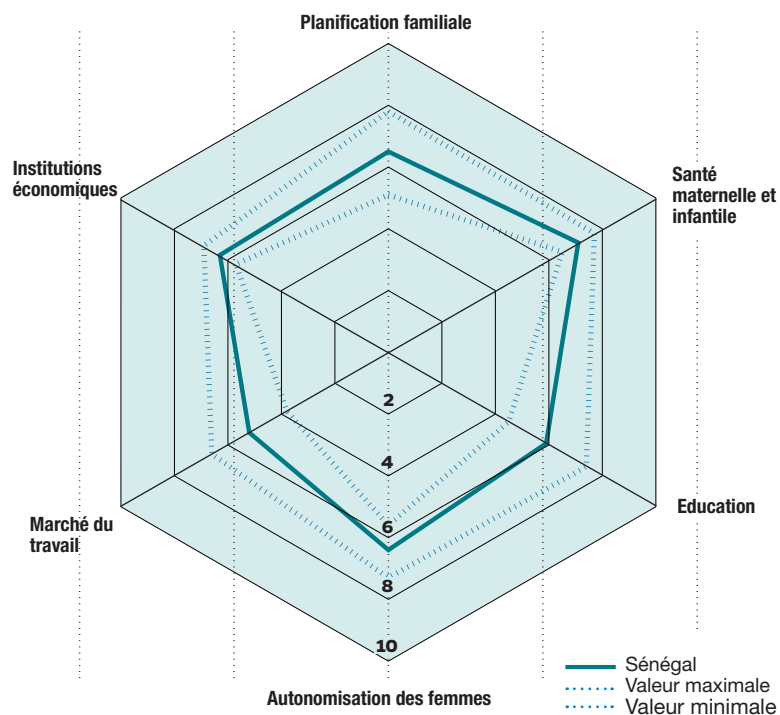
Les résultats clés démontrant le niveau d'effort perçu vers le DD au sein de chaque secteur sont présentés dans le Graphique 4. Les scores moyens sur une échelle allant de 1 à 10 et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % pour chaque secteur sont les suivants :

- | | |
|------------------------------------|------------------------------------|
| 1. PF : 6,5 (IC = 5,1-7,8) | 4. AF : 6,4 (IC = 5,6-7,3) |
| 2. SMI : 7,1 (IC = 6,5-7,7) | 5. MT : 5,2 (IC = 3,8-6,6) |
| 3. ED : 5,9 (IC = 4,5-7,4) | 6. GIE : 6,3 (IC = 5,7-6,9) |

Les intervalles de confiance (IC) sont présentés dans les lignes en pointillé pour illustrer les valeurs maximales et minimales.

Le score général pour les six secteurs au Sénégal selon l'IEDD est de **6,3** (IC = 5,9-6,7).

Graphique 4. Graphique de tracé radar des résultats de l'IEDD parmi tous les secteurs concernés au Sénégal





Leviers clés des efforts pour le DD

Les résultats clés démontrent un niveau modéré d'efforts consacrés à la création d'un environnement propice au DD qui permettrait au Sénégal d'en tirer des bénéfices. Des niveaux d'efforts élevés à modérés sont observés dans le secteur de la SMI (7,1), suivi du secteur de la PF (6,5), puis du secteur de la AF (6,4). Des efforts modérés dans le secteur de GIE (6,3) et de l'ED (5,9). Des efforts en deçà sont perçus dans le secteur du MT (5,2).

Pour accélérer le progrès, le Sénégal devrait prendre en compte les leviers politiques suivants pour veiller à l'avènement d'un environnement favorable à l'exploitation d'un DD :

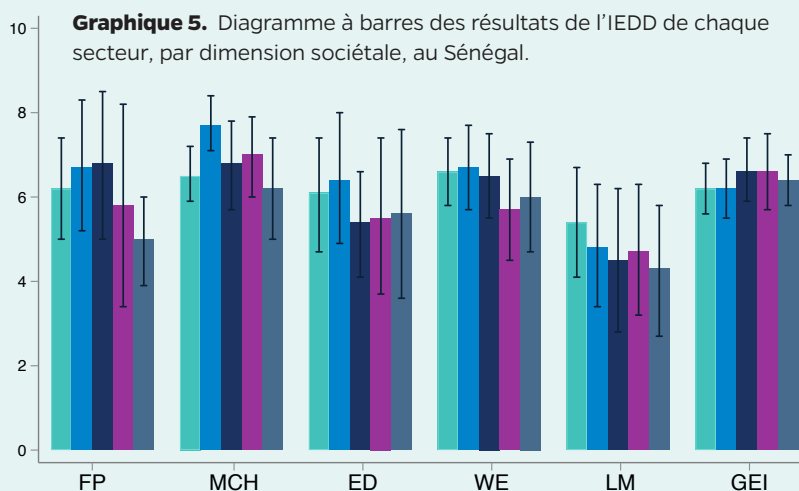
- Augmenter à 50% au moins la part des dépenses de la planification familiale issue du financement intérieur, à l'horizon 2025.
- Accorder une place majeure et prioritaire au secteur de la santé et particulièrement au secteur de la santé maternelle et infantile, d'une part en renforçant les budgets alloués à ce secteur afin de les rendre plus adaptés aux différents besoins de santé de la mère et de l'enfant, et d'autre part, en consultant davantage les parties intéressées telles que les ministères, les ONG, les praticiens privés et les associations de femmes entre autres dans les politiques et prises de décision.
- Systématiser le dispositif institutionnel et réglementaire relatif à la budgétisation sensible pour l'autonomisation des femmes et mettre en place un organe autonome de gouvernance, de pilotage et suivi évaluation des indicateurs pertinents
- Développer des interventions ciblées en faveur des apprenants vulnérables, notamment des jeunes filles et adolescentes mères à l'horizon 2023.
- Soutenir les opportunités d'embauche des groupes défavorisés (c'est-à-dire les filles et les femmes, les jeunes, les personnes en situation de mobilité réduite ou de handicap, etc.). Pour réduire les groupes défavorisés/vulnérables
- Renforcer le fonctionnement juridictionnel à travers un détachement du pouvoir judiciaire de la tutelle ministérielle combiné à des efforts de recrutement et de déploiement du personnel judiciaire sur l'étendue du territoire à l'horizon 2024 pour mieux garantir l'Etat de droit.

In fine, le progrès dépendra de la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle pour s'assurer que tous les aspects de la société sénégalaise avancent conjointement.

À l'avenir, l'IEDD devrait être utilisé régulièrement pour fournir des arguments informés par les données aux parties prenantes, et offrir une évaluation opportune des succès et des insuffisances, tout en documentant les meilleures pratiques et les domaines d'amélioration. Les parties prenantes des pays peuvent envisager d'effectuer un IEDD annuel ou bi-annuel au niveau national, et d'utiliser l'IEDD au niveau infranational pour faciliter la performance et l'apprentissage mutuel au sein du pays.

Résultats de l'IEDD dans dans chaque secteur

Les résultats de l'IEDD de chaque secteur, par dimension sociétale, sont présentés dans le Graphique 5. Ils démontrent une grande variation des scores au sein et entre les secteurs de l'IEDD. Pour tous les secteurs, particulièrement la PF et l'ED, le nombre d'informateurs était très faible et les résultats devraient être interprétés avec précaution. Consultez les résultats de chaque secteur pour plus de détails.





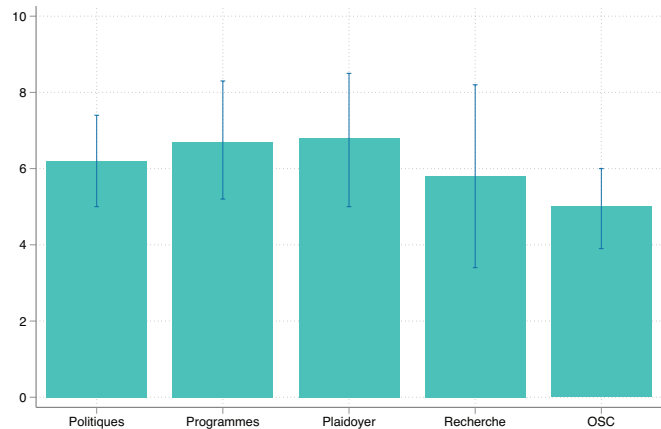
Scores des efforts de planification familiale (PF)

L'enquête du secteur de la PF comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Les niveaux d'efforts perçus au sein du secteur de la PF, par dimension, sont présentés dans le Graphique 6. Ces résultats se basent sur les réponses de 7 experts de la PF au Sénégal. Les scores de chaque dimension et leurs intervalles de confiance (IC) à **95 %** pour le secteur PF sont les suivants :

1. Politiques : **6,2** (IC = 5,0-7,4)
2. Services/Programmes: **6,7** (IC = 5,2-8,3)
3. Plaidoyer: **6,8** (IC = 5,0-8,5)
4. Recherche : **5,8** (IC = 3,4-8,2)
5. OSC : **5,0** (IC = 3,9-6,0)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau d'effort vers un environnement propice à l'exploitation des bénéfices d'un DD dans le secteur PF est de **6,5** (IC = 5,1-7,8).

Graphique 6. Diagramme à barres des résultats de l'IEDD du secteur de la PF au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts de planification familiale

Les programmes de planification familiale sont hautement efficaces pour gérer les niveaux de fécondité et permettre aux couples d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent. Se focaliser sur la gestion de la fécondité dans les pays pré-dividende demeure crucial pour maintenir la transition démographique, accélérer les progrès vers la phase initiale de dividende et établir les bases permettant de tirer de plus grands profits du dividende démographique. Étant donné la nature multisectorielle de tout progrès vers un DD, un statut socioéconomique plus élevé est positivement associé à un déclin de la fécondité. Au fur et à mesure que les familles deviennent moins nombreuses, les membres des ménages bénéficient d'une plus grande allocation des ressources par capital, ce qui, pour les enfants, peut se traduire par des investissements éducatifs plus élevés et un gain de temps parental par enfant. De plus, le rythme du déclin de la fécondité est sujet aux pratiques contraceptives et à la demande contraceptive des femmes ; toutefois, la demande générale est largement affectée par l'offre de services et de méthodes de qualité. Enfin, comprendre le contexte social d'une communauté et les perceptions locales de la planification familiale peut aider à guider le développement de programmes de planification familiale efficaces pour atteindre des taux nationaux de fécondité favorables à la réalisation d'un DD.²

Les résultats de l'enquête démontrent que la dimension du plaidoyer est perçue comme celle consacrant le plus haut niveau d'effort d'amélioration dans le secteur de la PF, suivi de plus loin par l'élaboration de politiques, les services/programmes et la recherche, et enfin par la dimensions des OSC.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur de la PF afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politique** : Augmenter à 50% au moins la part des dépenses de la planification familiale issue du financement intérieur, à l'horizon 2025.
- **Programmes** : Renforcer la performance du système d'approvisionnement et de fourniture des produits de la planification familiale aux structures sanitaires en identifiant et en éliminant les goulots d'étranglement liés au circuit de distribution. Lutter aussi contre les ruptures de stock de ces produits.
- **Plaidoyer** : Impliquer davantage les dirigeants politiques et hauts fonctionnaires dans le plaidoyer en les invitant à parler publiquement et favorablement de la planification familiale.
- **Recherche** : Soutenir les institutions de recherche locales en ressources techniques et matérielles et promouvoir la réalisation d'études quantitatives et qualitatives sur les impacts de la planification familiale.
- **OSC** : Promouvoir l'évaluation, le suivi, et l'élaboration de rapports sur l'efficacité des politiques et programmes de la planification familiale afin d'améliorer la redevabilité des prestataires de santé et des politiques de planification familiale.



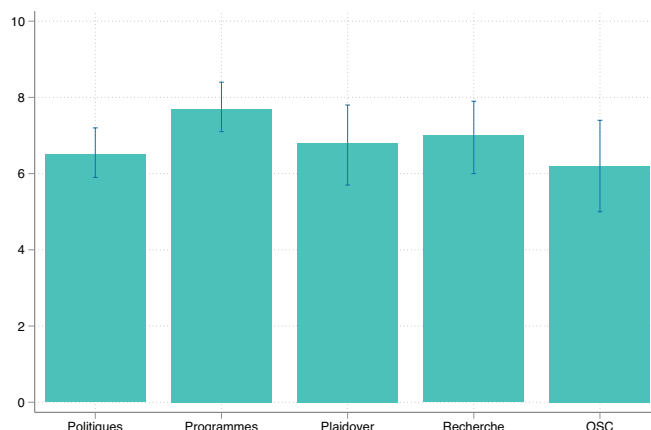
Scores des efforts de santé maternelle et infantile (SMI)

L'enquête du secteur de la SMI comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Les niveaux d'efforts perçus au sein du secteur de la SMI, par dimension, sont présentés dans le Graphique 7. Ces résultats se basent sur les réponses de 16 experts travaillant dans la SMI au Sénégal. Les scores pour chaque dimension au sein du secteur SMI et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. Politiques : **6,5** (IC = 5,9-7,2)
2. Services/Programme : **7,7** (IC = 7,1-8,4)
3. Plaidoyer : **6,8** (IC = 5,7-7,8)
4. Recherche : **7,0** (IC = 6,0-7,9)
5. OSC : **6,2** (IC = 5,0-7,4)

Le score général du niveau d'efforts vers un environnement favorable à l'exploitation des bénéfices du DD est de **7,1** (IC = 6,5-7,7)

Graphique 7. Digramme en barres des résultats de l'IEDD dans le secteur SMI au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts de santé maternelle et infantile

Réduire la mortalité néonatale et infantile, ainsi que maternelle, est un objectif mondial faisant partie des Objectifs de Développement Durable (ODD) et compris dans les plans et politiques nationales. Bien que des désaccords subsistent quant à la direction des rapports de causalité, il y a consensus sur le fait que réduire la mortalité infantile, la fécondité et la mortalité maternelle est essentiel à la gestion de la fécondité et à l'avènement d'un dividende démographique².

Les résultats de l'enquête démontrent que le secteur SMI est perçu comme consacrant les plus grands efforts vers le DD. Toutes les dimensions sociétales du DD sont perçues comme dédiant des efforts de niveau modéré à élevé, à commencer par les services/programmes et le plaidoyer, suivis de la recherche, puis des politiques et de la société civile.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur de la SMI afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politique** : Accorder une place majeure et prioritaire au secteur de la santé et particulièrement au secteur de la santé maternelle et infantile, d'une part en renforçant les budgets alloués à ce secteur afin de les rendre plus adaptés aux différents besoins de santé de la mère et de l'enfant, et d'autre part, en consultant davantage les parties intéressées telles que les ministères, les ONG, les praticiens privés et les associations de femmes entre autres dans les politiques et prises de décision.
- **Programmes** : Mettre en place des formations spécifiques aux personnels de santé sur la planification familiale et les méthodes contraceptives.
- **Plaidoyer** : Inciter les structures de santé ainsi que leurs personnels, à toujours prendre en compte les diverses leçons pouvant être tirées des cas de décès maternels et d'en informer les autorités affiliées à savoir les ministères de la santé pour de meilleures politiques et interventions de l'Etat dans le domaine de la santé maternelle et infantile.
- **Recherche** : Accentuer et développer les recherches faites spécifiquement sur la mortalité maternelle, la mortalité néonatale et infantile, la planification familiale mais aussi sur la prestation/accès aux services ainsi que la qualité des prestataires de Santé Maternelle et Infantile (SMI). Cela afin d'avoir des résultats supplémentaires permettant non seulement de réduire les risques de mortalité maternelle, néonatale et infantile mais également de proposer des services et des prestations de qualité aussi bien en termes de SMI qu'en termes de planification familiale.
- **OSC** : Améliorer le niveau de l'accès aux informations et services de SMI en profitant de l'apport des Nouvelles Technologies (NTIC) telles que les technologies mobiles mais aussi les médias de masse à travers la radiotélévision pour le grand public afin de permettre à la majorité des femmes d'en avoir connaissance et de pouvoir profiter de ces services de manière optimale.

Enfin, la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle est cruciale pour veiller à ce que le secteur de la SMI puisse bénéficier et compléter les progrès et efforts réalisés dans d'autres domaines et secteurs.



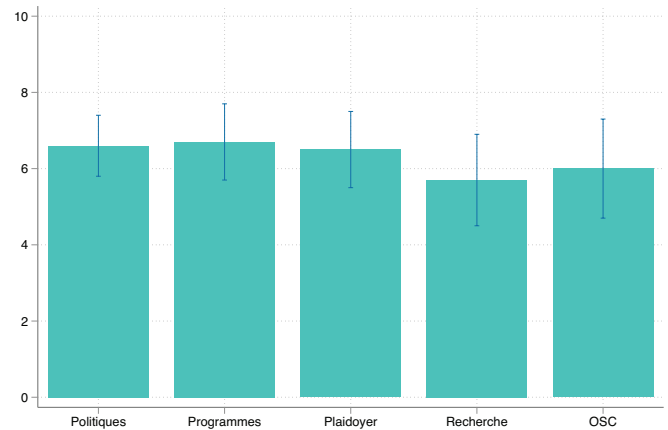
Scores des efforts d'autonomisation des femmes (AF)

L'enquête du secteur de l'AF comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Les niveaux d'efforts perçus au sein du secteur de l'AF, par dimension, sont présentés dans le Graphique 8. Ces résultats se basent sur les réponses de 17 experts travaillant dans le domaine de l'autonomisation des femmes au Sénégal. Les scores pour chaque dimension au sein du secteur AF et leurs intervalles de confiance (IC à 95 %) sont les suivants :

1. Politiques : **6,6** (IC = 5,8-7,4)
2. Services/Programmes : **6,7** (IC = 5,7-7,7)
3. Plaidoyer : **6,5** (IC = 5,5-7,5)
4. Recherche : **5,7** (IC = 4,5-6,9)
5. OSC : **6,0** (IC = 4,7-7,3)

Bien que l'AF soit essentiel à la création d'un environnement favorable à l'exploitation des bénéfices d'un DD, le score moyen du niveau d'efforts du secteur AF est de **6,4** (IC = 5,6-7,3).

Graphique 8. Digramme en barres des résultats de l'IÉDD dans le secteur AF au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts d'autonomisation des femmes

L'autonomisation des femmes et des filles est nécessaire pour créer et capitaliser sur les bénéfices d'un DD à travers des améliorations en matière de santé, éducation et pouvoir de décision. De manière déterminante, les femmes autonomes ont le potentiel de transformer les économies des pays dans les états à forte fécondité, faible niveau d'études et lente croissance économique. Les caractéristiques des femmes autonomes comprennent l'autonomie de prendre leurs propres décisions en matière de santé reproductive, l'autosuffisance économique et dans la prise de décision concernant le ménage, entre autres éléments relatifs à l'augmentation du niveau d'études, ce qui peut être atteint à travers des changements de société dans les normes de genre.²

Dans ce secteur, les résultats de l'enquête démontrent que les services/programmes et le plaidoyer sont perçus comme consacrant le plus d'efforts, à un niveau élevé à modéré, vers la réalisation du DD, suivis de peu par les efforts des organisations de la société civile et de la recherche.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur de l'AF afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politiques** : Systématiser le dispositif institutionnel et réglementaire relatif à la budgétisation sensible pour l'autonomisation des femmes et mettre en place un organe autonome de gouvernance, de pilotage et suivi évaluation des indicateurs pertinents
- **Services/Programme** : Renforcer l'insertion et la formation professionnelle des femmes notamment dans les métiers du futur (numérique, le pétrole, le gaz) et soutenir des programmes de promotion de l'entreprenariat féminin.
- **Plaidoyer** : Veiller à la mise en synergie des initiatives de toutes les parties prenantes concernées par les questions d'autonomisation des femmes, avec un accent particulier sur les canaux de dissémination des résultats
- **Recherche** : Appuyer les institutions de recherches dans la production des données statistiques de qualité et renforcer le partenariat entre ces dernières et le pouvoir public dans l'optique d'utiliser les évidences pour renforcer le plaidoyer sur les questions d'autonomisation des femmes
- **Société civile** : Mettre en place un dispositif centralisé regroupant tous les acteurs de la société civil soucieux des questions d'autonomisation des femmes et renforcer leurs capacités sur les différentes thématiques relatives au genre.

Enfin, la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle est cruciale pour veiller à ce que le secteur de l'AF puisse bénéficier et compléter les progrès et efforts réalisés dans d'autres domaines et secteurs.



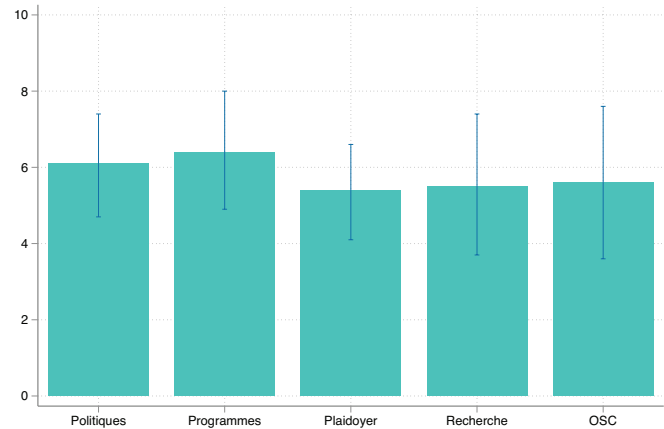
Scores des efforts de l'éducation (ED)

L'enquête du secteur de l'ED comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Les niveaux d'efforts perçus au sein du secteur de l'ED, par dimension, sont présentés dans le Graphique 9. Ces résultats doivent être interprétés avec extrême précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 4 experts travaillant dans l'ED au Sénégal. Les scores pour chaque dimension au sein du secteur de l'ED et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. Politiques : **6,1** (IC = 4,7-7,4)
2. Services/Programmes : **6,4** (IC = 4,9-8,0)
3. Plaidoyer : **5,4** (IC = 4,1-6,6)
4. Recherche : **5,5** (IC = 3,7-7,4)
5. OSC : **5,6** (IC = 3,6-7,6)

Démontrant le caractère essentiel de l'ED pour créer un environnement favorable à l'exploitation des bénéfices d'un DD, le score moyen attribué au niveau d'effort du secteur de l'ED est de **5,9** (IC = 4,5-7,4).

Graphique 9. Digramme en barres des résultats de l'IEDD dans le secteur de l'ED au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts de l'éducation

Les pays se situant à la phase pré-dividende de leur transition démographique, comme le Sénégal, peuvent saisir l'opportunité unique de renforcer leur économie en tirant profit de l'"explosion démographique" des jeunes, découlant d'un déclin continu de la fécondité. Investir dans l'éducation et adapter l'éducation au marché du travail peut augmenter l'embauche, maximiser la productivité et stimuler le développement. De manière essentielle, les personnes avec un niveau d'études plus élevé sont des producteurs de santé plus efficaces, ce qui, in fine, se traduit par une population en meilleure santé avec des niveaux de productivité plus élevés. Les questions autour de l'éducation devront prendre en compte l'égalité de genre dans l'acquisition d'une éducation, ainsi que la qualité des études elles-mêmes.²

Dans le secteur de l'ED, les résultats de l'étude démontrent que le plaidoyer, les services/programmes et les politiques sont les dimensions sociétales perçues comme consacrant les plus hauts niveaux d'efforts pour réaliser un DD à des niveaux modérés à élevés. Ces résultats sont suivis de près par la recherche et la société civile, enregistrant des scores en bas de la fourchette des efforts modérés.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur de l'ED afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politique/Prise de décision** : Développer des interventions ciblées en faveur des apprenants vulnérables, notamment des jeunes filles et adolescentes mères à l'horizon 2023.
- **Services ou programmes** : Mettre en place des outils de mesure sur l'évaluation du progrès dans la qualité des enseignements d'ici 2023.
- **Plaidoyer** : Favoriser un cadre de concertation entre les décideurs et les acteurs du secteur éducatif et de la formation pour une meilleure prise en compte des besoins des enseignants à l'horizon 2022.
- **Recherche** : Augmenter le budget alloué à la recherche de 1% pour améliorer les conditions de la recherche d'ici 2023.
- **Organisation de la Société Civile (OSC)** : Mettre en place un cadre national de dialogue entre les décideurs et les OSC en faveur d'une meilleure implication de la communauté d'ici fin 2022.

Enfin, la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle est cruciale pour veiller à ce que le secteur de l'ED puisse bénéficier et compléter les progrès et efforts réalisés dans d'autres domaines et secteurs.



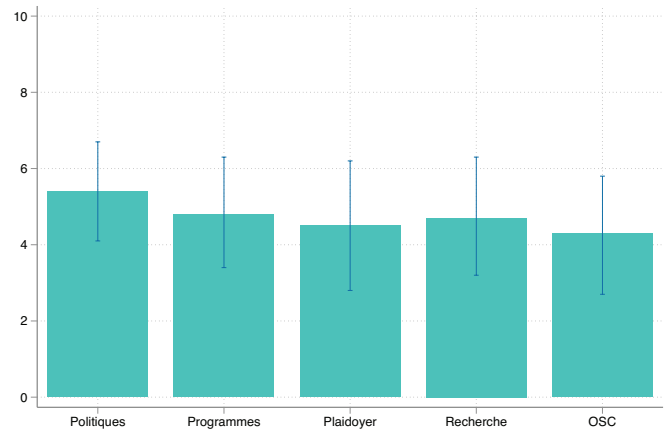
Scores des efforts du marché du travail (MT)

L'enquête du secteur du MT comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Les niveaux d'efforts perçus au sein du secteur du MT, par dimension, sont présentés dans le Graphique 10. Ces résultats se basent sur les réponses de 12 experts travaillant dans le secteur MT au Sénégal. Les scores pour chaque dimension au sein du secteur MT et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. Politiques : **5,4** (IC = 4,1-6,7)
2. Services/Programmes : **4,8** (IC = 3,4-6,3)
3. Plaidoyer : **4,5** (IC = 2,8-6,2)
4. Recherche : **4,7** (IC = 3,2-6,3)
5. OSC : **4,3** (IC = 2,7-5,8)

Bien que le MT soit de plus en plus considéré comme une priorité dans la transition démographique du pays, le score moyen du niveau d'efforts dans ce secteur est de **5,2** (IC = 3,8-6,6).

Graphique 10. Digramme en barres des résultats de l'IEDD dans le secteur du MT au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts du marché du travail

Les pays ont besoin de marchés du travail productifs et sur lesquels s'appuyer pour optimiser leur capacité de production afin d'absorber le nombre croissant de jeunes dans la population. Avec une fécondité en déclin, le Sénégal se dirige vers une plus grande proportion de jeunes entrant dans la vie active en comparaison à un nombre plus faible d'enfants à charge. Cette « explosion démographique » des jeunes peut maximiser les bénéfices d'un DD à travers l'emploi et une plus grande participation des femmes dans la main d'œuvre. Ainsi, le marché du travail est un secteur essentiel dans la mesure où les bénéfices d'un DD peuvent être plus élevés si les jeunes sont capables d'accumuler du capital humain en préparation à leur entrée dans la vie active, et si le marché du travail est effectivement en mesure d'offrir des emplois productifs. Il sera d'importance critique de prendre en compte la croissance des emplois formels, ainsi que la participation des femmes au monde du travail.²

Globalement, le secteur du MT est perçu comme investissant les efforts les plus faibles pour atteindre un DD. Le niveau d'efforts perçu de chaque dimension sociétale est classé dans l'ordre suivant : politiques, recherche, services/programmes, organisations de la société civile et plaidoyer.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur du MT afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politique** : Soutenir les opportunités d'embauche des groupes défavorisés (c'est-à-dire les filles et les femmes, les jeunes, les personnes en situation de mobilité réduite ou de handicap, etc.). Pour réduire les groupes défavorisés/vulnérables
- **Programmes** : Permettre la facilité d'accès des fonds nationaux et régionaux qui ont été établis et opérationnalisés pour augmenter l'accès des personnes au capital commercial abordable.
- **Plaidoyer** : Faciliter et augmenter le plaidoyer pour la protection de l'emploi et l'assurance chômage pour mieux cadrer la protection sociale.
- **Recherche** : Améliorer de la qualité des institutions de recherche afin que le pays ait la capacité de soutenir et maintenir les institutions de recherche qui développent des études/ collectent des données liées au marché du travail.
- **Société civile** : Diversifier des opportunités d'embauche dans la mesure que la société civile et le secteur privé travaillent en coordination avec le gouvernement pour assurer une création d'emplois optimale et une participation hommes-femmes équitable sur le marché du travail.

Enfin, la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle est cruciale pour veiller à ce que le secteur du MT puisse bénéficier et compléter les progrès et efforts réalisés dans d'autres domaines et secteurs.



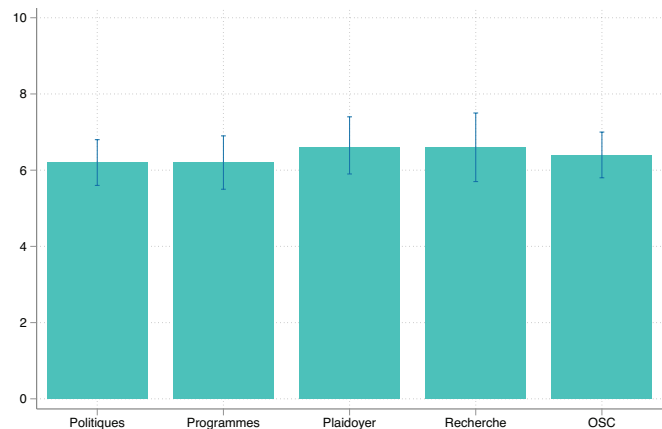
Scores des efforts de gouvernance et des institutions

L'enquête du secteur de la GIE comprend des questions couvrant cinq dimensions sociétales : élaboration de politiques, services et programmes, plaidoyer, recherche et société civile. Le niveau d'efforts perçus au sein du secteur de la GIE, par dimension, sont présentés dans le Graphique 11. Ces résultats se basent sur les réponses de 18 experts travaillant dans le secteur GIE au Sénégal. Les scores pour chaque dimension au sein du secteur GIE et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. Politiques : **6,2** (IC = 5,6-6,8)
2. Services/Programmes : **6,2** (IC = 5,5-6,9)
3. Plaidoyer : **6,6** (IC = 5,9-7,4)
4. Recherche : **6,6** (IC = 5,7-7,5)
5. OSC : **6,4** (IC = 5,8-7,0)

La bonne gouvernance et la solidité des institutions économiques sont essentielles pour créer un environnement favorable à l'exploitation des bénéfices d'un DD. Le score moyen attribué au niveau d'effort du secteur GEI est de **6,3** (IC = 5,7-6,9).

Graphique 11. Digramme en barres des résultats de l'IEDD dans le secteur GIE au Sénégal, par dimension sociétale.



Leviers clés des efforts de gouvernance et des institutions

Le secteur le plus transversal du cadre analytique de l'IEDD est celui de la GIE, prérequis essentiel à un environnement politique favorable à la réalisation d'un DD. Tout changement dans d'autres secteurs ne peut être garanti sans un tel environnement, c'est pourquoi on ne saurait surestimer l'importance de la gouvernance et des institutions économiques. La bonne gouvernance et la solidité des institutions peuvent encourager la participation de la société civile et permettre des politiques qui façonneront un environnement favorable dans tous les secteurs économiques pour bénéficier du DD. La complexité multi-sectorielle du dividende démographique pose un défi additionnel : refermer l'écart entre la conceptualisation des politiques et leur mise en œuvre. L'engagement politique et le leadership sont nécessaires pour assurer la coordination de tous les secteurs et niveaux de gouvernance.²

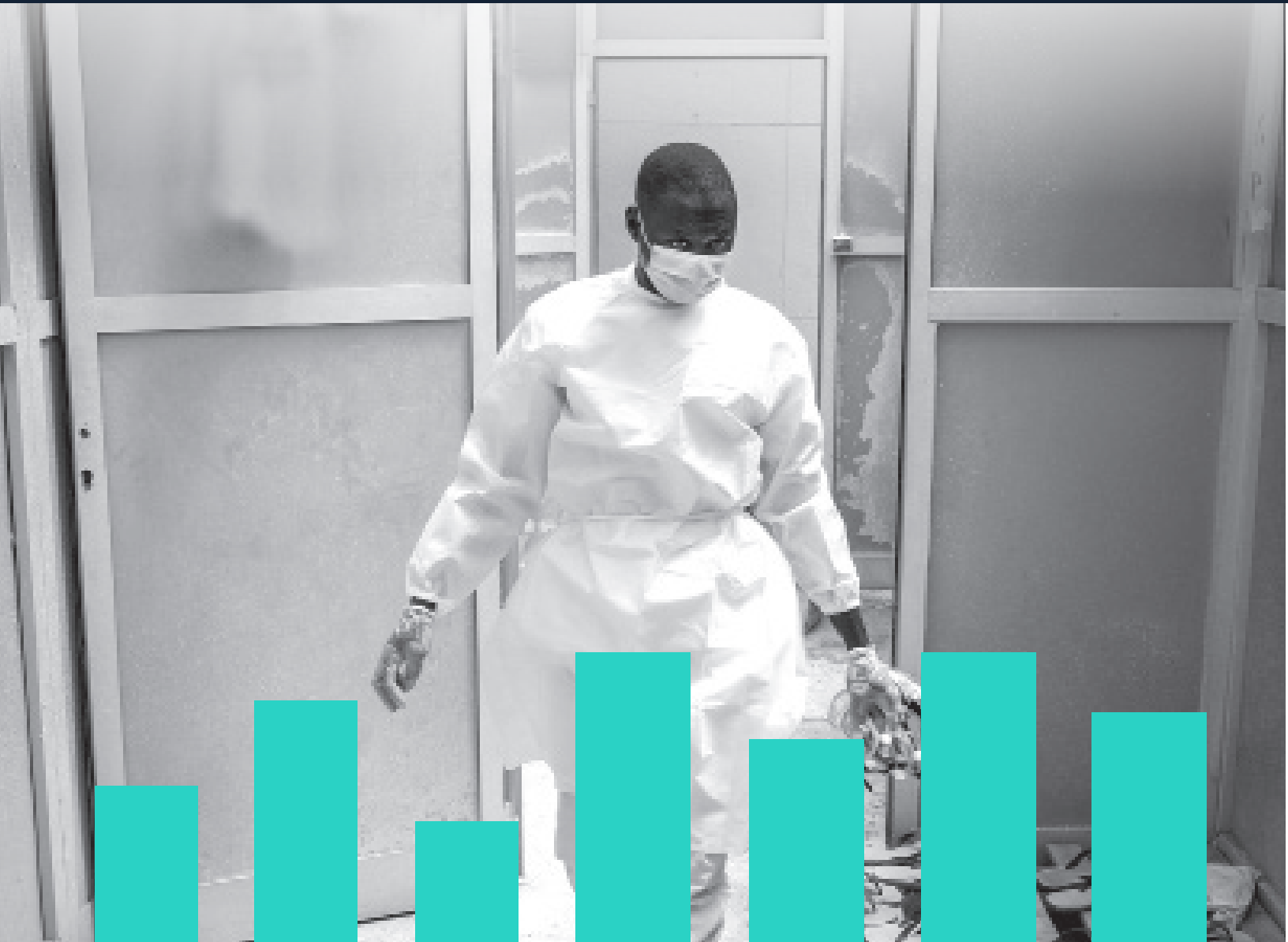
Par dimension sociétale, les résultats de l'enquête démontrent que la recherche et le plaidoyer sont perçus comme consacrant les plus hauts niveaux d'efforts. Ces résultats sont suivis de près par les efforts des organisations de la société civile, les politiques, et enfin, les services et programmes.

Pour accélérer le progrès, les parties prenantes du pays pourront envisager les politiques suivantes pour améliorer les efforts propres au secteur de la GEI afin de cultiver et récolter les fruits du DD :

- **Politique** : Renforcer le fonctionnement juridictionnel à travers un détachement du pouvoir judiciaire de la tutelle ministérielle combiné à des efforts de recrutement et de déploiement du personnel judiciaire sur l'étendue du territoire à l'horizon 2024 pour mieux garantir l'Etat de droit.
- **Programmes** : Promouvoir une meilleure implication des acteurs du conseil national de la jeunesse en les mettant au cœur des institutions et des programmes en charge de l'élaboration et de la mise œuvre des politiques d'employabilité et de citoyenneté de la jeunesse.
- **Plaidoyer** : Mettre en place une structure multisectorielle au cours de l'année 2022 en charge de veiller au respect des différents engagements du gouvernement pour permettre à la fois aux plaideurs de mieux se faire entendre dans les décisions gouvernementales mais aussi à l'Etat de disposer d'évidences sur ses initiatives et ses priorités.
- **Recherche** : Renforcer la ligne budgétaire relative à la recherche-développement en 2022 pour permettre aux **institutions de recherche de collecter plus efficacement des données, de produire et disséminer sur le niveau et les facteurs de bonne gouvernance, la stabilité économique mais aussi sur les facteurs devant permettre une meilleure solidité des institutions au niveau local ou national.**
- **Société civile** : Créer un cadre national de concertation des Organisations de la société civile courant 2022-2023 suffisamment représentatif au niveau national, mais aussi au niveau régional, leur permettant de renforcer leur leadership notamment dans le suivi des mécanismes de financement pour une bonne gouvernance et également pour veiller au renforcement des institutions.

Enfin, la collaboration multi-dimensionnelle et multi-sectorielle est cruciale pour veiller à ce que le secteur de la GIE puisse bénéficier et compléter les progrès et efforts réalisés dans d'autres domaines et secteurs

Résilience de la santé et du développement face à la COVID-19





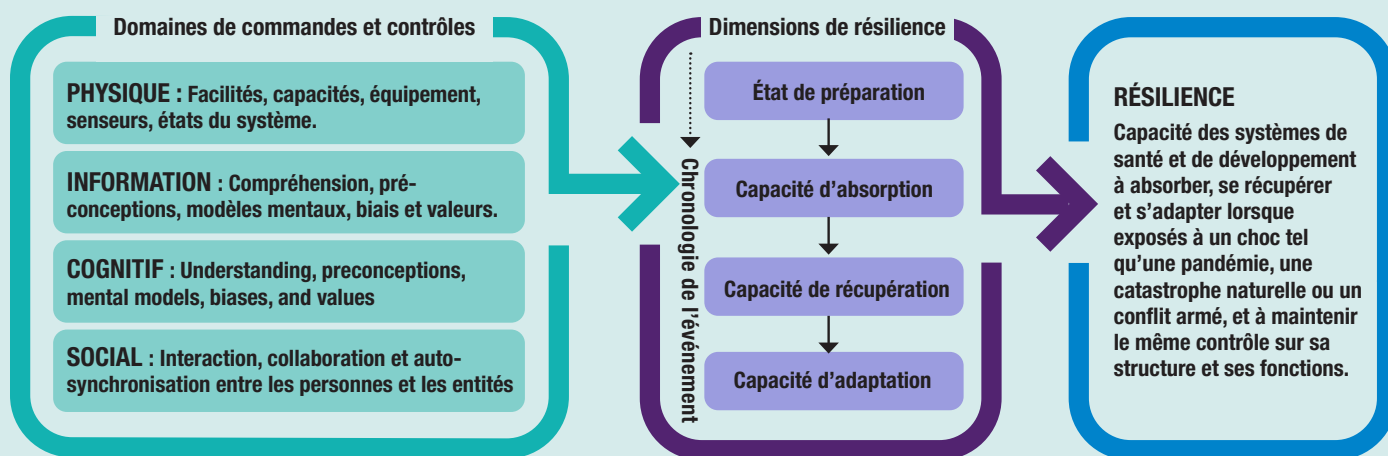
Résilience de la santé et du développement face à la COVID-19

Étant donné les impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID-19, et leur relation étroite avec les politiques qui permettent un environnement favorable au DD, cet IEDD a intégré un module pour évaluer la résilience et la durabilité de chaque secteur. Cette notation suit les cadres et principes clés existants des systèmes durables et résilients pouvant répondre efficacement aux événements indésirables, aux attaques sécuritaires, aux menaces émergentes de maladies infectieuses, et autres urgences de santé publique.

Notre cadre d'analyse, présenté dans le Graphique 12, est une adaptation de cadres analytiques existants de Blanchet et al. et

Linkov et al pour mesurer la résilience dans différents secteurs. Ce cadre combine les recommandations de l'Académie nationale des sciences (NAS) qui conçoit quatre phases du cycle de gestion des événements nécessaires pour qu'un système soit résilient, avec les quatre domaines proposés par la doctrine de guerre en réseau (Network-Centric Warfare, ou NCW) assurant une conscience commune de la situation et informant la prise de décision à travers tous les niveaux du système. En raison de l'importance critique de d'intervenir rapidement, et de l'impact souvent irréversible d'une action retardée, comme l'a prouvé la pandémie de COVID-19, un élément additionnel a été introduit pour évaluer la rapidité des interventions pour mitiger l'impact des crises.^{18, 19}

Graphique 12. Cadre conceptuel : les domaines de résilience des systèmes de santé et de développement



Source: Adapté de Blanchet et al. (2017)²⁰ et Linkov et al. (2013)¹⁵.



Résultats clés de la résilience sectorielle

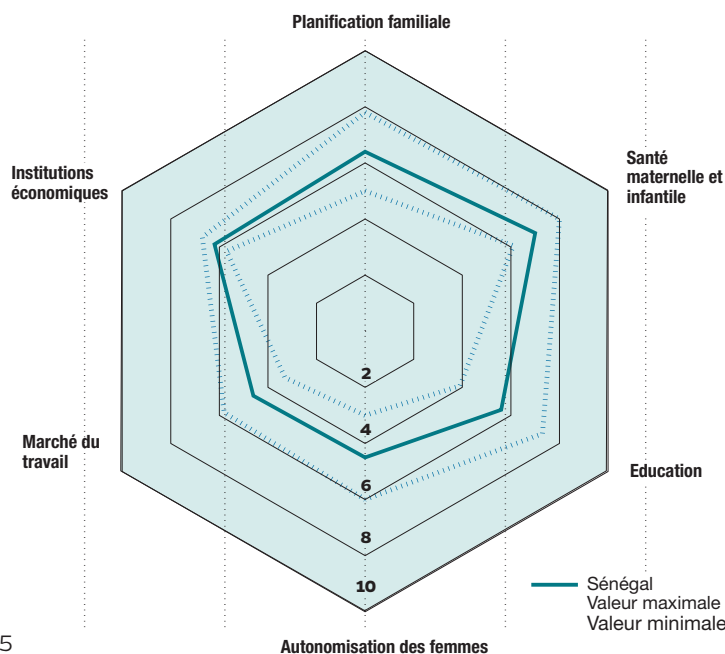
Jusqu'à 25 questions ont été posées dans 4 domaines de commandes et contrôles, correspondant à chacune des dimensions de la résilience. Les réponses ont été enregistrées sur une échelle de Likert allant de 1 à 10, où 1 représente le score le plus faible (état/capacité faible) et 10 le plus élevé (état/capacité excellente). Ceci a donné lieu à **34** enquêtes terminées au total pour ce module dans tous les secteurs confondus : PF (16), SMI (10), ED (4), AF (9), MT (13) et GIE (5). Les résultats par secteur sont présentés dans le Graphique 14. Les valeurs des scores et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivantes

- | | |
|------------------------------------|------------------------------------|
| 1. PF : 7,0 (IC = 5,1-8,9) | 4. AF : 4,4 (IC = 1,9-6,9) |
| 2. SMI : 7,8 (IC = 6,6-9,1) | 5. MT : 3,7 (IC = 2,1 -5,3) |
| 3. ED : 4,9 (IC = 2,1-7,6) | 6. GIE : 6,3 (IC = 5,6-6,9) |

Les intervalles de confiance sont représentés par les lignes en pointillé pour montrer les valeurs maximales et minimales.

Le score général de résilience des six secteurs est de **5,8** (IC = 5,1-6,5).

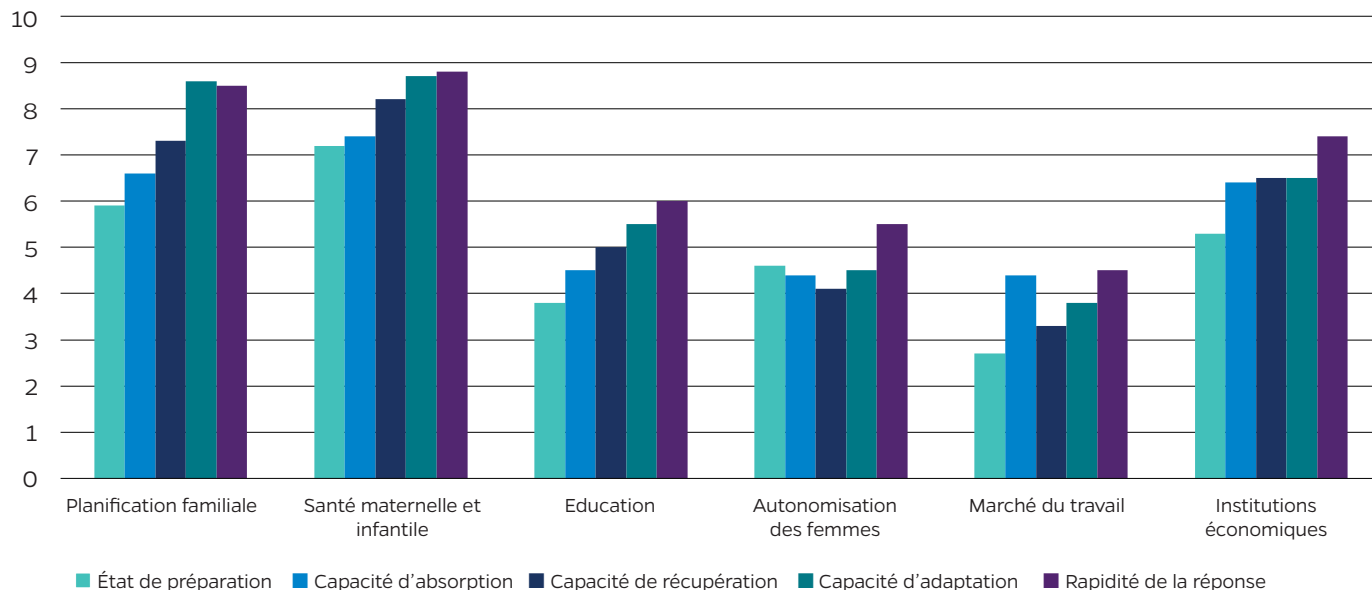
Graphique 13 : Graphique de trace radar des résultats de l'IEDD parmi tous les secteurs au Sénégal.



Résultats du module sur la résilience dans chaque secteur

Les résultats du module sur la résilience dans chaque secteur, par dimension de résilience, sont présentés dans le Graphique 15. Ils démontrent de grandes variations dans les scores au sein et entre les secteurs de l'IEDD. Pour tous les secteurs, particulièrement la PF et l'ED, le nombre d'informateurs est très faible, c'est pourquoi les résultats devraient être interprétés avec précaution. Consultez les résultats de chaque secteur pour plus de détails.

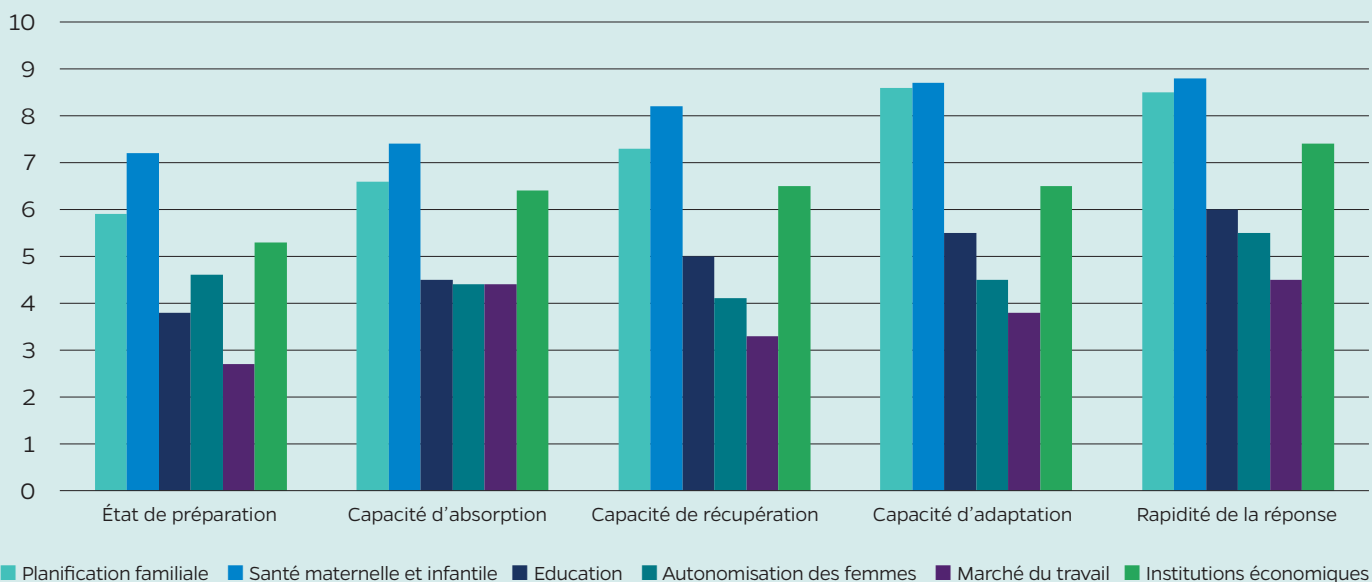
Graphique 14. Diagramme à barres des résultats du module sur la résilience pour chaque secteur de l'IEDD, par dimension de résilience, au Sénégal.



Résultats du module sur la résilience pour chaque dimension de résilience

Les résultats du module sur la résilience pour chaque dimension de résilience, par secteur de l'IEDD, sont présentés dans le Graphique 15. Ils démontrent une large variation de scores au sein et entre chaque dimension de résilience. Pour tous les secteurs, particulièrement la PF et l'ED, le nombre d'informateurs est très faible, c'est pourquoi les résultats devraient être interprétés avec précaution. Consultez les résultats de chaque secteur pour plus de détails.

Graphique 15 : Diagramme en barres du module sur la résilience pour chaque dimension de résilience, par secteur de l'IEDD, au Sénégal.





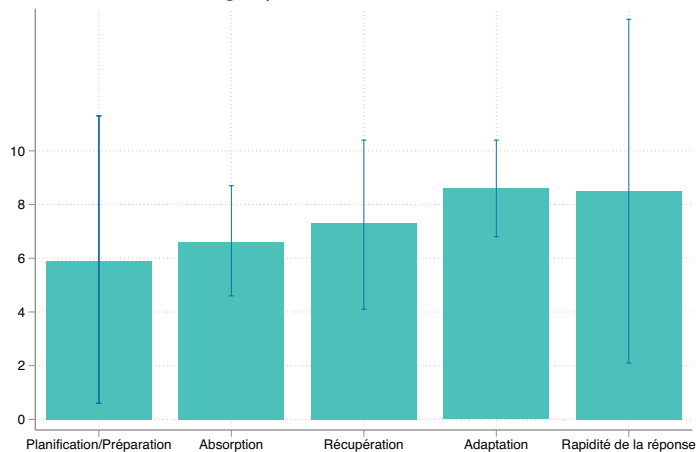
Scores de résilience de la planification familiale

L'enquête du secteur de la PF comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 16. Ces résultats doivent être interprétés avec extrême précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 4 experts de la PF travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre de la PF et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **5,9** (IC = 0,6-11,3)
2. Capacité d'absorption : **6,6** (IC = 4,8-8,7)
3. Capacité de récupération : **7,3** (IC = 4,1-10,4)
4. Capacité d'adaptation : **8,6** (IC = 6,8-10,4)
5. Rapidité de la réponse : **8,5** (IC = 2,1-14,9)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur de la PF est de **7,0** (IC = 5,1-8,9).

Graphique 16. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur PF au Sénégal, par dimension sociétale.



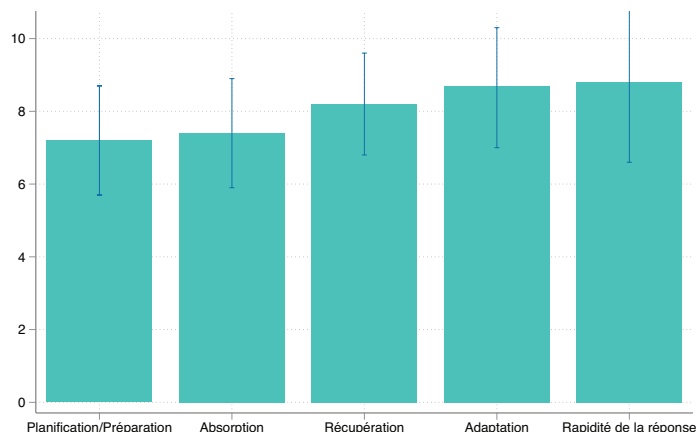
Scores de résilience de la santé maternelle et infantile

L'enquête du secteur de la SMI comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 17. Ces résultats doivent être interprétés avec précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 6 experts de la SMI travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre de la SMI et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **7,2** (IC = 5,7-8,7)
2. Capacité d'absorption : **7,4** (IC = 5,9-8,9)
3. Capacité de récupération : **8,2** (IC = 6,8-9,6)
4. Capacité d'adaptation : **8,7** (IC = 7,0-10,3)
5. Rapidité de la réponse : **8,8** (IC = 6,6-11,0)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur de la SMI est de **7,8** (IC = 6,6-9,1).

Graphique 17. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur SMI au Sénégal, par dimension sociétale.



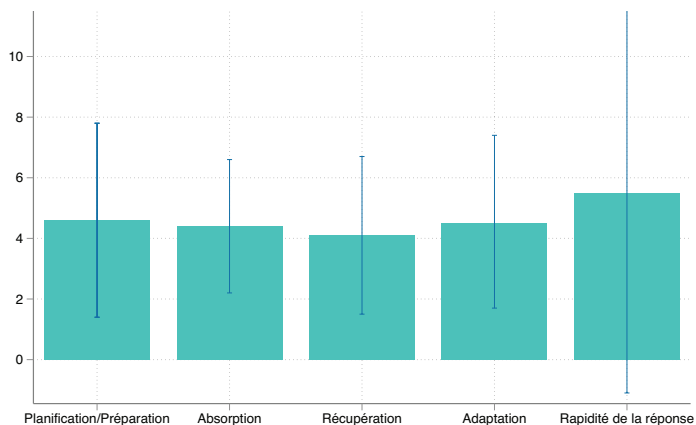
Scores de résilience de l'autonomisation des femmes

L'enquête du secteur de l'AF comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 18. Ces résultats doivent être interprétés avec précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 6 experts de l'AF travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre de l'AF et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **4,6** (IC = 1,4-7,8)
2. Capacité d'absorption : **4,4** (IC = 2,2-6,6)
3. Capacité de récupération : **4,1** (IC = 1,5-6,7)
4. Capacité d'adaptation : **4,5** (IC = 1,7-7,4)
5. Rapidité de la réponse : **5,5** (IC = -1,1-12,1)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur de l'AF est de **4,4** (IC = 1,9-6,9).

Graphique 18. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur AF au Sénégal, par dimension sociétale.





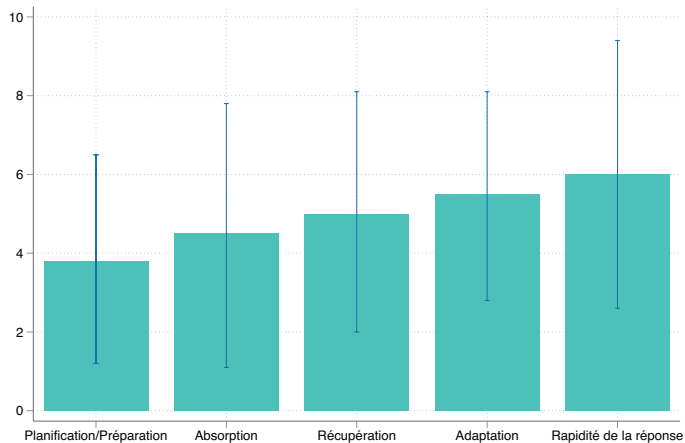
Scores de résilience de l'éducation

L'enquête du secteur de l'ED comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 19. Ces résultats doivent être interprétés avec extrême précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 4 experts de l'ED travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre de l'ED et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **3,8** (IC = 1,2-6,5)
2. Capacité d'absorption : **4,5** (IC = 1,1-7,8)
3. Capacité de récupération : **5,0** (IC = 2,0-8,1)
4. Capacité d'adaptation : **5,5** (IC = 2,8-8,1)
5. Rapidité de la réponse : **6,0** (IC = 2,6-9,4)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur de l'ED est de **4,9** (IC = 2,1-7,6).

Graphique 19. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur de l'ED au Sénégal, par dimension sociétale.



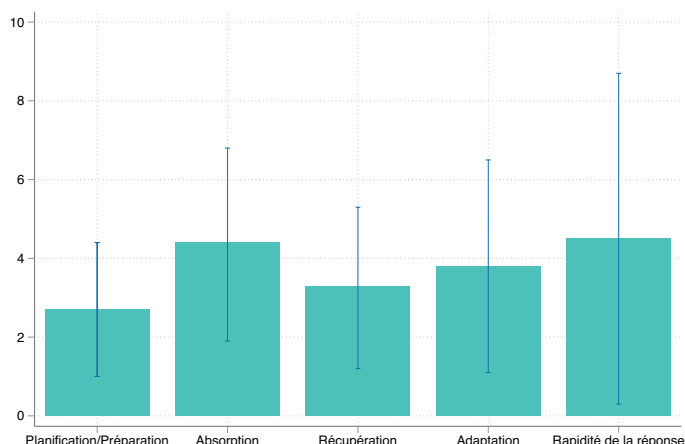
Scores de résilience du marché du travail

L'enquête du secteur du MT comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 20. Ces résultats doivent être interprétés avec précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 5 experts du MT travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre du MT et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **2,7** (IC = 1,0-4,4)
2. Capacité d'absorption : **4,4** (IC = 1,9-6,8)
3. Capacité de récupération : **3,3** (IC = 1,2-5,3)
4. Capacité d'adaptation : **3,8** (IC = 1,1-6,5)
5. Rapidité de la réponse : **4,5** (IC = 0,3-8,7)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur du MT est de **3,7** (IC = 2,1-5,3).

Graphique 20. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur du MT au Sénégal, par dimension sociétale.



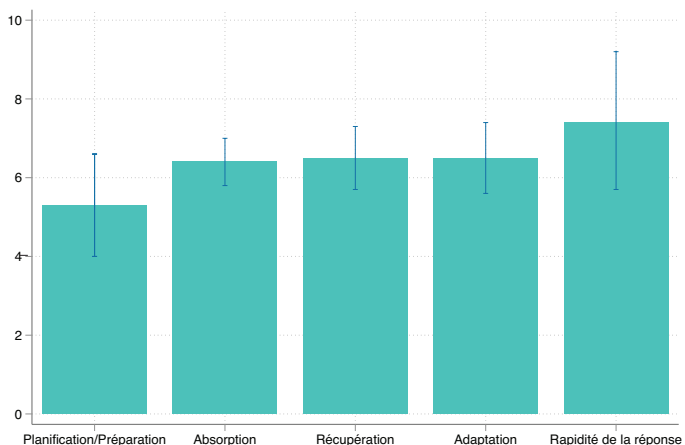
Scores de résilience de la gouvernance et des institutions économiques

L'enquête du secteur de la GIE comprend des questions couvrant les quatre dimensions de la résilience : état de préparation, capacité d'absorption, capacité de récupération et capacité d'adaptation, en plus de la rapidité de la réponse. Les scores de la résilience perçue sont présentés dans le Graphique 21. Ces résultats doivent être interprétés avec précaution dans la mesure où ils se basent sur les réponses de 9 experts de la GIE travaillant au Sénégal. Les scores de chacune des dimensions dans le cadre de la GEI et leurs intervalles de confiance (IC) à 95 % sont les suivants :

1. État de préparation : **5,3** (IC = 4,0-6,6)
2. Capacité d'absorption : **6,4** (IC = 5,8-7,0)
3. Capacité de récupération : **6,5** (IC = 5,7-7,3)
4. Capacité d'adaptation : **6,5** (IC = 5,6-7,4)
5. Rapidité de la réponse : **7,4** (IC = 5,7-9,2)

Selon une analyse statistique pondérée, le score général du niveau de résilience du secteur de la GIE est de **6,3** (IC = 3,7-6,9).

Graphique 21. Diagramme en barres des résultats de résilience du secteur GIE au Sénégal, par dimension sociétale.



Efforts clés servant de leviers pour améliorer la résilience de la santé et du développement

Planification Familiale

Etat de préparation

Renforcer la capacité des structures à assurer un accès à des services de Planification familiale de qualité en temps de crise notamment par l'amélioration de l'état et de la qualité des équipements, l'augmentation du personnel à l'horizon 2024.

Capacité d'absorption

Améliorer le système de coordination des différents services et programmes de PF au sein des structures et entre les structures pour mieux mitiger les effets de la Covid 19 sur la PF à l'horizon 2024.

Capacité de redressement

Promouvoir l'utilisation des données probantes pour une meilleure communication des acteurs de la planification auprès de la communauté.

Adaptation

Poursuivre les efforts en termes d'adaptabilité technologique en vue d'un meilleur suivi des prestations, notamment en tant de crise.

Rapidité de la Réponse

Intégrer dans le cadre de Politique Nationale, des dispositifs tant informationnels que de gestion des crises de manière générale et des crise sanitaires en particulier, dans tous les secteurs de la vie économique, social et sécuritaire à l'horizon 2024.

Autonomisation des femmes

Etat de préparation

Encourager la production des données ventilées par sexe et intégrer la dimension sexospécifique dans les programmes de développement notamment le plan national de développement sanitaire en tenant compte de l'autonomisation des femmes dans les stratégies de ripostes face aux crises sanitaires.

Capacité d'absorption

Renforcer et multiplier les projets/programmes d'autonomisation des femmes afin d'avoir une masse critique de femmes économiquement indépendantes et capables de faire face aux différents chocs.

Capacité de redressement

Stabiliser les ressources et renforcer le plaidoyer auprès des partenaires et donateurs pour la mise en place d'un fond pour l'autonomisation économique des femmes.

Capacité d'adaptation

Fédérer et renforcer les capacités de toutes les initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes sur la gestion des risques, le partage d'expériences et les stratégies d'adaptation.

Rapidité de la réponse

Sensibiliser la population cible et prévoir un mécanisme de coordination impliquant tous les acteurs intervenant directement dans les programmes d'autonomisation des femmes.

Marché du travail

Etat de préparation

Mettre en œuvre une stratégie dans laquelle les décisions opérationnelles du secteur du marché du travail seraient préparés à anticiper la crise.

Capacité d'absorption

Renforcer la capacité des entreprises à prendre des mesures pour la reconnaissance de la Pandémie et à continuer à maintenir un niveau d'emploi et une productivité optimale.

Capacité de redressement

Créer un mécanisme public et privé (Société civile et partenaires) afin d'améliorer la protection des travailleurs sans couverture sociale.

Capacité d'adaptation

Moderniser et renforcer les mesures actuelles de résilience à travers un package de produits et services de protection sociale pouvant agir comme stabilisateurs économiques à grande échelle.

Santé Maternelle et infantile

Etat de préparation

Développer des plans de crise montrant clairement les directives à appliquer à moyen-long terme mais aussi œuvrer pour la mise en place de formation sur la gestion de crise/épidémie afin d'anticiper au mieux la crise par une réduction maximale de l'exposition des femmes et des enfants aux risques et leur maintien en bonne santé.

Capacité d'absorption

Améliorer l'utilisation des ressources allouées à la SMI dans le cadre de la réponse à la crise et augmenter le nombre de structures sanitaires ainsi que la couverture en personnel de santé.

Capacité de redressement :

Améliorer le niveau de communication par le biais de données convaincantes pour promouvoir des comportements sûrs et responsables auprès de la communauté,

Capacité d'adaptation

Améliorer le système d'informations pour permettre aux décideurs d'opérer les changements nécessaires pour la résilience du secteur du SMI.

Education

Etat de préparation

Digitaliser le secteur Educatif et intégrer la formation à distance à toutes les échelles de l'éducation nationale d'ici l'horizon 2024

Capacité d'absorption

Promouvoir l'accès numérique aux enseignements notamment par le biais de formations et de renforcement de capacité des enseignants et acteurs du secteur dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information à l'horizon 2024.

Capacité de redressement

Mettre en place un système de gestion de crise engageant tant les acteurs éducatifs que communautaires pour mieux faire face aux crises à l'horizon 2024

Capacité d'adaptation

Mettre en place une cellule de suivi de l'évolution des programmes d'enseignements pour mieux adapter les secteurs aux changements.

Rapidité de la Réponse

Intégrer dans le cadre de Politique Nationale, des dispositifs tant informationnels que de gestion des crises de manière générale et des crise sanitaires en particulier, dans tous les secteurs de la vie économique, social et sécuritaire à l'horizon 2024.

Références

- ¹ Bloom D, Canning D, Sevilla J. The demographic dividend: A new perspective on the economic consequences of population change: Rand Corporation; 2003.
- ² Cardona C, Rusatira J, Cheng X, Silberg C, Salas I, Li Q, et al. Generating and capitalizing on the demographic dividend potential in sub-Saharan Africa: a conceptual framework from a systematic literature review [version 1; peer review: 1 approved with reservations]. Gates Open Research. 2020;4(145).
- ³ Ahmed SA, Cruz M, Go DS, et al.: How Significant is Africa's Demographic Dividend for its Future Growth and Poverty Reduction? The World Bank. 2014.
- ⁴ Division de la population de l'ONU. Perspectives de la population mondiale. Disponible sur <https://population.un.org/wpp/Graphs/DemographicProfiles/Pyramid/231>.
- ⁵ Banque mondiale. 2020. Croissance démographique (% annuel) – Sénégal. Disponible sur <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW?locations=SN>.
- ⁶ Division de la population de l'ONU. Perspectives de la population mondiale. Disponible sur <https://population.un.org/wpp/Graphs/DemographicProfiles/Pyramid/231>.
- ⁷ Programme EDS. Statistiques rapides du Sénégal. Disponible sur https://dhsprogram.com/countries/Country-Main.cfm?ctry_id=36.
- ⁸ Division de la population de l'ONU. Perspectives de la population mondiale. Disponible sur <https://population.un.org/wpp/Graphs/DemographicProfiles/Pyramid/231>.
- ⁹ Division de la population de l'ONU. Perspectives de la population mondiale. Disponible sur <https://population.un.org/wpp/Graphs/DemographicProfiles/Pyramid/231>.
- ¹⁰ Programme EDS. Statistiques rapides du Sénégal. Disponible sur https://dhsprogram.com/countries/Country-Main.cfm?ctry_id=36.
- ¹¹ Programme EDS. Statistiques rapides du Sénégal. Disponible sur https://dhsprogram.com/countries/Country-Main.cfm?ctry_id=36.
- ¹² Programme EDS. Statistiques rapides du Sénégal. Disponible sur https://dhsprogram.com/countries/Country-Main.cfm?ctry_id=36.
- ¹³ Programme EDS. Statistiques rapides du Sénégal. Disponible sur https://dhsprogram.com/countries/Country-Main.cfm?ctry_id=36.
- ¹⁴ Programme EDS. STATcompiler. Disponible sur <https://www.statcompiler.com/en/#>.
- ¹⁵ Programme EDS. STATcompiler. Disponible sur <https://www.statcompiler.com/en/#>.
- ¹⁶ Linkov I, Eisenberg DA, Plourde K, Seager TP, Allen J, Kott A. Resilience metrics for cyber systems. Environment Systems and Decisions. 2013;33(4):471-6.
- ¹⁷ Linkov I, Eisenberg DA, Bates ME, Chang D, Convertino M, Allen JH, et al. Measurable resilience for actionable policy. ACS Publications; 2013.
- ¹⁸ Baldwin R, Tomiura E. Thinking ahead about the trade impact of COVID-19. Economics in the Time of COVID-19. 2020;59.
- ¹⁹ Lauer SA, Grantz KH, Bi Q, Jones FK, Zheng Q, Meredith HR, et al. The incubation period of coronavirus disease 2019 (COVID-19) from publicly reported confirmed cases: estimation and application. Annals of internal medicine. 2020;172(9):577-82.
- ²⁰ Blanchet K, Nam SL, Ramalingam B, Pozo-Martin F. Governance and capacity to manage resilience of health systems: towards a new conceptual framework. International Journal of Health Policy and Management. 2017;6(8):431.

